

1138/A

02-1138-A-CON-2

Entretien avec Mme Nicole Fontaine, vice-Président du Parlement Européen.

- On entend souvent dire que l'Europe est impuissante face au chômage, mais il n'est pas exact. Trois considérations s'imposent. Disons d'abord que l'Europe n'a pas pu amortir les effets d'une crise profonde, structurelle plus que conjoncturelle, qui a frappé nos pays de plein fouet depuis 1991. Souvenons-nous cependant que de 1989 à 1991, la création du grand marché a permis la création d'emplois: il y eut pendant cette période un solde positif d'environ un million à un million et demi d'emploi.

Disons aussi que l'Europe a fait naître des rêves excessifs; On a "mythifié" le grand marché intérieur et la déception n'en a été que plus grande.

Enfin, dernière considération, la lutte contre le chômage relève en priorité de l'action des Etats membres et complémentirement de l'action de l'Union. C'est dans ce cadre que nous nous efforçons de mettre en oeuvre concrètement le Livre blanc sur la croissance et l'emploi.

Quant à la mise en place de la monnaie unique, elle suppose nécessairement que les critères de convergence soient remplis par un maximum d'Etats membres. C'est une contrainte incontournable, mais il n'empêche qu'il n'y a pas de progrès économique sans cohésion sociale. Vous avez raison de dire qu'aujourd'hui la réflexion est insuffisamment élaborée et que la volonté reste faible. Il nous appartient de la renforcer. Pour ma part, je suis convaincue - avec beaucoup d'autres - que la monnaie unique, non seulement constituera un puissant facteur d'intégration européenne, mais qu'à terme, elle sera bénéfique pour la croissance et l'emploi. Encore faut-il que nous fassions passer ce message; il serait grand temps de mettre en oeuvre une stratégie à cet égard.

Pour la première fois, nous allons adopter des mesures qui vont concerner tous les citoyens, sans exception. Aucun d'eux ne peut y être indifférent, jeune ou vieux, qu'il voyage ou non, puisqu'il aura des Ecus ou des Euros en poche, qu'il devra compter avec cette nouvelle monnaie unique. Il faut donc préparer l'opinion à ce choc, cette mutation, sinon il faut redouter des réactions imprévisibles.

Notre Parlement européen en est préoccupé et souhaite mettre en oeuvre des propositions concrètes qui renforcent la coopération interinstitutionnelle en direction de citoyens. Mais il faudra aussi que le message soit ciblé en fonction de chacun des pays concernés, car la sensibilité n'est pas la même sur ce problème de monnaie unique. Ainsi, je pense qu'aujourd'hui, l'opinion française y est plus favorable que l'opinion allemande. Une assez large proportion de l'opinion française souhaite encore actuellement, selon les sondages, le passage à la monnaie unique. On ne peut donc adresser un message identique en Allemagne, en France ou en Grèce.